



ICOMOS FRANCE

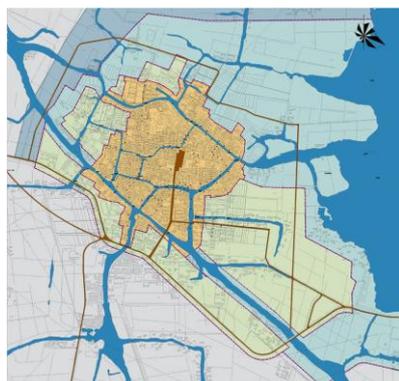
Comité-miroir

Villes et Villages Historiques

VILLES, TERRITOIRES ET PATRIMOINE

Quinze ans de coopération entre la Chine et la France

FRANÇOISE GED et ALAIN MARINOS



De gauche à droite, de haut en bas : 1) Village de Tang'an (Guizhou) ; 2) Visite du 104 à Paris (délégation des universités chinoises sur l'enseignement du patrimoine) en 2008 ; 3) Séance de travail avec Mme SHAO Yong ; 4) Village du Guizhou ; 5) Plan général de protection de Tongli (2001) ; 6) Pingyao, une des rues principales

Les 4 décembre 2013 et 29 janvier 2014 à l'École de Chaillot, Françoise Ged et Alain Marinos présentaient aux membres du comité-miroir français du CIVVIH-ICOMOS (Comité international des villes et villages historiques) les actions de coopération menées entre la Chine et la France en matière de valorisation patrimoniale, à l'invitation de Samir Abdulac, Secrétaire général d'ICOMOS France et Vice-président du CIVVIH-ICOMOS.

PARTIE 1 : LE CONTEXTE GENERAL EN CHINE ET L'ESPRIT DE LA COOPERATION

Françoise Ged et Alain Marinos¹

Cette présentation à deux voix ne pourrait avoir eu lieu sans le vif intérêt de Samir Abdoulac qui lui a donné une ample répercussion, par son invitation à ICOMOS France, et que nous remercions très chaleureusement. Notre propos, en présentant un point d'étape sur la coopération que nous menons, avec un soutien régulier de l'Ambassade de France en Chine, est de donner un éclairage sur l'état des lieux en Chine, en présentant une des équipes les plus innovantes dans le pays. Loin de se vouloir une apologie des travaux réalisés, nous souhaitons contribuer à une meilleure connaissance des acquis sur l'évolution des savoirs, des moyens et des enjeux.

I- Historique de la coopération

- Les précurseurs, la terminologie

Le champ recouvert par le terme de patrimoine s'élargit au cours de l'histoire mouvementée de la Chine au XXe siècle. Il devient un objet d'études et de restauration avec la création de la « Société d'études sur la construction chinoise² » en 1930 par ZHU Qiqian, au sein de laquelle s'inscrivent les travaux des architectes LIANG Sicheng et sa femme LIN Huiyin sur les édifices historiques et ceux de LIU Dunzhen sur l'habitat populaire, qui donnent lieu à nombre de publications, expositions et travaux de restauration sur des sites majeurs. En 1934, le terme *wenwu* 文物 apparaît la même année où est créée la Commission nationale de conservation des objets anciens³ ; mot à mot, *wenwu* se traduit « biens culturels » (*wen*/culture, culturel et *wu*/biens, objets). Les premiers recensements datent de la guerre sino-japonaise, lorsque ZHOU Enlai demande à Liang Sicheng d'établir une liste des patrimoines à protéger. En 1948, un an avant la proclamation de la République Populaire de Chine, un inventaire national des monuments historiques⁴ est publié. Avec le qualificatif *gu* 古 « ancien », au terme de *wenwu* est accolé celui de *jianzhu* 建筑 « architecture, construction », qui distingue ainsi le monument historique des biens culturels ou de l'objet patrimonial.

- Les premières coopérations entre la France et la Chine sur le patrimoine

Après l'ouverture de la Chine promue par DENG Xiaoping en 1978, les échanges avec l'Occident se développent progressivement. Ils débutent par les institutions au cours des années 1980. L'Institut Français d'Architecture (IFA) organise plusieurs expositions et colloques, et porte une coopération sur la réhabilitation et la rénovation d'un quartier de 10 hectares, Qianjiatang, au centre-ville de Shanghai qui donne suite à un appel d'idées auprès de 5 agences d'architecture, puis à un chantier expérimental. A la même période, l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile de France (IAURIF) développe plusieurs programmes d'accueil en France et missions d'expertise dans les villes chinoises sur les schémas directeurs, puis sur le patrimoine urbain. Les écoles d'architecture commencent à accueillir des boursiers, jeunes enseignants ou diplômés, chinois et français, venant faire un cycle d'études à l'étranger, premier pas pour le développement

¹ Françoise Ged est architecte, HDR, et responsable de l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine à la Cité de l'architecture et du patrimoine. Alain Marinos est Inspecteur général des patrimoines au ministère de la Culture et de la Communication, professeur à l'Ecole de Chaillot et à l'université Tongji de Shanghai.

² *Zhongguo yingzao xueshe* 中国营造学社 voir le tableau chronologique pp. 251-260 in ZHANG Liang, *La naissance du concept de patrimoine en Chine, XIXe-XXe siècle*, archithèses, Editions recherches/IPRAUS, Paris 2003, 287 p.

³ *Zhongyang guwu baoguan weiyuan hui* 中央古物保管委员会

⁴ *gu jianzhu wenwu* 古建筑文物

d'échanges plus pérennes. En 1995 et 1996, une série de deux colloques universitaires associent la Norvège, la France et la Chine sur le sujet du patrimoine, en Chine d'abord puis en Norvège et en France⁵ l'année suivante, qui donnera lieu en 1998 à une réunion de plus grande envergure à Suzhou, associant enseignants, chercheurs, praticiens, maires et institutionnels.

- *Nos partenaires et la demande du Ministère chinois de la construction*

C'est WANG Jinghui, conseiller de YE Rutang Ministre de la construction, qui nous présente nos partenaires. WANG Jinghui est la cheville ouvrière du symposium qui s'est tenu dans la ville de Suzhou en avril 1998, réunissant pour la première fois en Chine une vingtaine de maires de villes historiques chinoises et de l'Union Européenne, des chercheurs, des praticiens⁶. Son ministère vient d'appuyer la création d'un Centre national de recherches sur les villes historiques chinoises, implanté à l'Université Tongji à Shanghai. Ce centre est dirigé par le professeur RUAN Yisan, un architecte et professeur érudit d'une soixantaine d'années, engagé de longue date dans la protection et la valorisation du patrimoine chinois. Il a pour bras droit l'urbaniste ZHOU Jian qui à trente-cinq ans cumule les postes de directeur-adjoint de l'Institut de projets d'urbanisme de l'Université Tongji et directeur-adjoint du Collège d'architecture et d'urbanisme (CAUP) de cette même université.

En 1998, ils nous proposent de travailler ensemble sur le patrimoine chinois afin d'expérimenter et de définir une méthodologie appropriée, prenant appui sur un site réel. Leur champ d'étude est celui des centres anciens dans leur articulation avec l'agglomération et les besoins des habitants. Le terme utilisé n'est pas *wenwu*, mais *yichan* 遗产 qui est plus large. En effet, leur tutelle est la direction de l'urbanisme au ministère de la construction, l'actuel MOHURD (*Ministry of Housing, Urban and Rural Development*). Il s'agit alors d'un domaine d'étude relativement récent, avec la création du label national « ville historique et culturelle » en 1982, qui est d'abord attribué à 99 villes chinoises, imposant la définition d'un plan de protection au sein du schéma directeur, lequel doit être validé par le Conseil des Affaires d'Etat. Depuis 2003, le label a été étendu à 123 villes et son périmètre administratif élargi impliquant 528 villages (*cun*), bourgs et petites villes (*zhen*). Dans la terminologie que nous utilisons ensemble, le patrimoine est ainsi lié à un territoire et à son histoire, à un contexte social et économique, dans une Chine dont les transformations sont extrêmement rapides, dans toutes les couches de la société comme au sein des organisations et des institutions professionnelles. Il s'agit à la fois de protéger (*baohu* 保护) de moderniser et d'adapter la ville et le bâti aux besoins de la société contemporaine, de planifier et de proposer des réglementations (*guihua* 规划).

Au cours de notre coopération, le champ sémantique du terme « patrimoine » va continuer à s'élargir en Chine, s'appuyant notamment sur les travaux de l'UNESCO, inclure des problématiques liées au paysage naturel et culturel, de même qu'en France, les pratiques — et par extension le terme de patrimoine — s'ouvrent à des conceptions et des pratiques nouvelles. La demande de coopération qui nous est faite ne porte donc pas sur les monuments historiques, pour lesquelles les compétences relèvent plutôt du Ministère chinois de la culture (*wenhua bu*), ou de l'Administration du patrimoine (*wenwu ju*) qui lui est liée, mais bien des urbanistes, pour lesquels il s'agit d'intégrer dans la planification les règles et les méthodes permettant de

⁵ *Chine, patrimoine architectural et urbain*, Cahiers du réseau Anthropologie, n°2, Les éditions de la Villette, Paris 1997, 215 p. : ouvrage réunissant les contributions françaises de ces colloques, sur les concepts et réalisations associés à la notion de patrimoine en Chine. Par la suite, les équipes de Trondheim et de Bordeaux, avec l'Université de Xi'an, ont poursuivi des recherches communes sur la ville de Xi'an ; cf. Collectif, *Xi'an, An Ancient City in a Modern World*, Cahiers de l'IPRAUS, n°6, Paris, 2008.

⁶ *Conférence internationale des maires de villes historiques chinoises et de l'Union européenne, Suzhou, 7-9 avril 1998*, (publication trilingue en français, anglais, chinois), UNESCO Centre du patrimoine mondial, Paris, 1998, 150 p. cf. WANG Jinghui, « La politique de conservation des villes historiques et culturelles chinoises », p. 11-12 ; voir aussi l'article de Bruno Fayolle Lussac, pp. 13-15.

protéger les strates de l'histoire urbaine tout en prenant en compte les besoins d'une société chinoise en pleine évolution ; il s'agit d'intégrer la protection du patrimoine dans un projet urbain d'ensemble.

- Projet, recherche et enseignement au cœur du programme poursuivi

Expérimentation, pratique professionnelle, méthodologie et transmission représentent les niveaux que nous avons associés dans la coopération engagée, impliquant les autorités locales, les professionnels, et les étudiants en doctorat. Les relations entre ces trois cercles de compétences et leur imbrication nous apporte une capacité originale d'avancer et de tester les propositions par des allers-retours fréquents entre la France et la Chine, entre les professionnels français et chinois, entre les enseignants chinois et les professionnels français, entre les techniciens chinois et les services publics français, et bien sûr dans la triangulation des rapports entre autorités locales, techniciens et habitants. Enfin, il permet de tisser des liens entre les doctorants chinois et leurs interlocuteurs français, prémices à de futurs développements.

En Chine, l'association de l'enseignement, de la recherche et du projet ne correspond pas tant à une innovation pédagogique qu'à l'adaptation pratique aux besoins d'une société en manque de diplômés dans la décennie qui a suivi la réouverture des universités⁷, un processus qui avait déjà facilité la réalisation en 10 mois des 10 grands travaux qui ont été menés à Pékin pour célébrer le dixième anniversaire de la République populaire de Chine en 1959.

Shanghai, dont l'Université Tongji est reconnue pour l'enseignement et la pratique de l'urbanisme, va ainsi prendre un rôle majeur dans la définition de nouvelles pratiques, considérant le patrimoine comme un outil nécessaire à la planification urbaine. Nos interlocuteurs sont à la croisée des chemins, prenant appui sur leur institution pour développer expérimentation, enseignement et recherche. Ils sont sollicités à la fois pour mener des études urbaines par des villes, par leurs ministères de tutelle pour des recherches, et ils utilisent également les locaux universitaires et les professeurs pour mettre en place des formations à destination des maires pendant les vacances d'été.

Côté français, l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine issu des rencontres amorcées lors des colloques de 1995 et 1996 est instauré en 1997 par le Bureau de la recherche architecturale à la Direction de l'architecture, une opération qui a réuni trois ministères : la Culture, les Affaires étrangères, l'Education Nationale et la Recherche. La coopération qui s'est engagée en 1998 entre l'Université Tongji et l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine se poursuit et s'ancre dans la signature de conventions renouvelées, avec la Direction Générale des Patrimoines, la Cité de l'architecture & du patrimoine, ainsi qu'avec le *World Heritage Institute for Training and Research – Asia Pacific* (WHITR-AP), Centre de recherche et de formation sur le patrimoine mondial placé sous les auspices de l'UNESCO, créé en 2006, avec une antenne principale à Shanghai et deux autres à Suzhou et à Pékin.

Par ailleurs, la création d'une formation spécialisée sur le patrimoine à l'Université Tongji permet la formation des générations suivantes, et nos partenaires – Zhou Jian et Shao Yong⁸ venus à de nombreuses reprises en France – participent activement à la définition des programmes. C'est là une étape importante, pour la décennie suivante, car ce sont des professeurs avec lesquels nous travaillons en confiance. En outre, elle



Article sur la coopération franco-chinoise à Shanghai dans l'Express (juin 2005)

⁷ Les universités chinoises ont été fermées pendant la décennie de la Révolution culturelle (1966-1976)

⁸ En 2015, Zhou Jian est directeur général du WHITR-AP et Shao Yong directrice exécutive.



Ateliers franco-chinois à l'Ecole de Chaillot (mars 2015)

donne l'opportunité d'ouvrir un nouvel axe d'échanges avec l'Ecole de Chaillot, pour la pédagogie et pour les étudiants. Ainsi tous les deux ou trois ans, un village en Chine est le support des ateliers de projet en seconde année de DSA pour l'Ecole de Chaillot et des étudiants urbanistes et architectes de Tongji⁹. Le premier atelier a eu lieu en 2007-08 dans le village de Zhaji (province de l'Anhui) et fut présenté au 4^{ème} Forum urbain mondial organisé à Nankin par ONU Habitat avec le concours du département des Sciences sociales de l'UNESCO, les deux suivants dans la province du Shanxi, dans les villages de Liang et Shuimotou proches de Pingyao (classée patrimoine mondial en 1997) en 2009-10 et 2011-12, et dans la province du Guizhou à Zengchong en 2014-15. Chacun de ces ateliers s'inscrit plus largement dans une réflexion sur les territoires et leur devenir pour les populations qui les habitent, et constitue — outre leur fonction pédagogique — un levier de sensibilisation et d'action tourné vers les habitants et vers les administrations locales. Ces processus ont tous fait l'objet de présentations dans les 3 derniers Forum Urbain Mondial (Rio, Naples, Medellin).

II - Premières étapes, le choix d'un site pilote

- Tongli et les villes d'eau du Jiangnan

La région du Jiangnan — au sud du fleuve Yangzi — désigne ce qu'on appellerait aujourd'hui un paysage historique et culturel, comprenant le sud de la province du Jiangsu dont Nankin et Suzhou sont les villes majeures, le nord de la province du Zhejiang avec Hangzhou pour capitale, la partie orientale de la province de l'Anhui. Les jardins de lettrés, le savant système d'irrigation, la finesse des produits qui y étaient manufacturés font partie des descriptions rapportées au roi Louis XV par le jésuite Jean-Baptiste Du Halde (1674-1743) sur la richesse de la région au XVIII^e siècle. Deux siècles plus tard, la construction des autoroutes, vecteur d'une modernisation destructrice des paysages, remplace le maillage des canaux le long desquels les bourgs et les villes avaient développé leurs richesses sous les dynasties Yuan (1279-1368), Ming (1368-1644) et Qing (1644-1911).



Paysage typique des villes d'eau du Jiangnan (2001, photo Shao Yong)

Le professeur RUAN Yisan alternativement harangue et conseille les maires, face aux pressions d'urbanisation auxquelles ces petites villes montrent une faible résistance. A la demande du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, il prépare avec les autorités locales et ses collègues du Centre de recherches un dossier sur six d'entre elles — « les six villes du Royaume de Wu » — choisies pour leur intégrité patrimoniale, architecturale, urbaine et paysagère, et destinées à être présentées lors d'une prochaine sélection. Nous choisissons alors de travailler sur l'une d'entre elles, Tongli, comme site pilote d'expérimentation et support à la définition d'une méthodologie d'analyse, de diagnostic et de projet pour la mise en valeur et la protection du centre ancien.

⁹ Cf. *Apprendre à lire le patrimoine, Ateliers croisés en Chine Ecole de Chaillot/Université Tongji* (ouvrage bilingue français-chinois), *Tongji daxue chubanshe* Editions de l'Université Tongji, Shanghai, 2013

Et nous travaillons de pair avec le Centre du patrimoine mondial, sur les six villes, lors de symposiums et des visites d'expertise

Situées à une soixantaine de kilomètres de Shanghai, elles s'appellent Tongli, Zhouzhuang, Luzhi dans la province du Jiangsu, Wuzhen, Nanxun et Xitang dans celle du Zhejiang ; elles ont été reliées entre elles par un véritable réseau de voies d'eau qui communiquait avec de nombreux lacs, dont le plus grand d'entre eux s'appelle le lac Tai, ainsi qu'avec le Grand canal reliant Hangzhou à Pékin. A l'exception de Wuzhen, elles sont toutes de même rang dans l'administration territoriale chinoise, mais leur développement économique et l'intérêt des autorités locales pour la mise en valeur des centres anciens varie de l'une à l'autre. Zhouzhuang est devenu célèbre grâce à un tableau de ses ponts remis à Deng Xiaoping¹⁰ ; le maire et le secrétaire du Parti sont proches de l'Université Tongji dont ils suivent les recommandations, et le centre ancien attire déjà de nombreux touristes. A Wuzhen, un ancien centre d'échanges marchand de soies et textiles réputés, la vision des autorités locales est à l'inverse de déplacer les habitants hors du centre, réservé à la déambulation marchande des touristes devant des stands d'artisanat local. Xitang protège les clubs populaires d'activités de sa population vieillissante — calligraphie, jardins, culture des bonzaïs, etc. — et améliore les espaces communs le long des canaux. En revanche, Luzhi n'accorde alors qu'une attention courtoise au patrimoine. Chacune des villes développe des positions différentes suivant les points de vue adoptés par les responsables locaux.

- La pression du tourisme sur des territoires fragiles

En moins de cinq ans, la pression du nombre de touristes venant des villes voisines devient une préoccupation majeure, qui s'ajoute à celle de la protection du patrimoine bâti et à sa mise en valeur. Les congés payés et la semaine de 5 jours ont été instaurés au milieu des années 1990, et la construction d'infrastructures routières et ferroviaires change rapidement les modes de vie, avec la mobilité qu'elle induit. La vitesse de transformations des paysages est sans précédent. Déjà en ce 1er mai 1999, le nombre de touristes accueillis par jour dépasse le nombre



Une voie d'eau utilisée au quotidien pour laver le linge, la vaisselle, les légumes...

d'habitants du centre ancien : le maire, qui est alors reçu en France avec ses collègues pour voir des villes et problématiques similaires, est submergé par les appels téléphoniques de son secrétariat pris au dépourvu face aux situations à résoudre.

Comment organiser le stationnement des bus, le traitement des déchets de toutes natures, répondre aux besoins d'alimentation en eau, en électricité ? Plus généralement, comment apporter le confort auquel les habitants aspirent, répondre aux attentes des touristes qui commencent à disposer des moyens financiers leur permettant de voyager et de consommer dans leur pays ? Travailler dans la même temporalité du projet à plusieurs échelles territoriales – celle des six villes d'eau - et de manière plus spécifique sur la petite ville de Tongli et son centre ancien était de ce fait très important pour faciliter les capitalisations des savoirs, des



Pression du tourisme sur un éco-système fragile dans les villes d'eau

¹⁰ cf. Françoise Ged, « Protection du patrimoine et développement du tourisme, quels enjeux pour quels territoires ? », *Monde chinois, Tourisme et patrimoine*, n°22, été 2010, éditions Choiseul, Paris

connaissances, des expertises et pour imaginer des mises en réseau. Une métaphore nous a été précieuse, dans un pays apte à adopter et copier des modèles : celle de l'orchestre dont la justesse et la qualité provient de la pluralité des timbres des instruments, de leurs tessitures et perd de son intérêt si chaque instrument est dans l'imitation du voisin. L'image a tellement fait mouche, que lors de ce séjour-ci chaque ville nous demandait de la qualifier : à quoi l'associer à la flûte, au pipa, au piano... ?

- *Méthodologie de la coopération, des échanges franco-chinois, des échanges entre professionnels et gouvernements locaux, et l'apport des étudiants dans la transmission et les enquêtes*



Sur le site de Tongli, nous avons travaillé ensemble pendant près de trois ans, en mobilisant à la fois les autorités locales, les enseignants-chercheurs-praticiens, et les organismes compétents en France et en Chine sur les sujets abordés. C'est ainsi que nous avons accueilli pour des séjours d'études de six mois des étudiants chinois en cycle de recherche. Nous avons organisé à plusieurs reprises des voyages d'étude pour les urbanistes de Tongji et les techniciens des services publics des villes d'eau du Jiangnan avec l'ambition d'analyser les réussites et les modes opératoires de situations urbaines appropriées aux problématiques chinoises dans différentes régions françaises. Nous recherchons au préalable des parallélismes dans les situations et les échelles territoriales, en rencontrant les responsables des organismes et institutions sur place (services des ministères et des départements, agences d'urbanisme locales, associations nationales et régionales des Villes et pays d'art et d'histoire, des Petites cités de caractère, sociétés d'économie mixte en charge des projets urbains, agences d'architecture, associations locales, ...).

Enfin, nous avons guidé les urbanistes de l'Université Tongji pour définir les modes d'analyse de l'espace bâti et non bâti, l'élaboration des plans, des recommandations, des réglementations. Les enseignants et leurs étudiants ont mené des enquêtes auprès des habitants pour disposer d'un état des lieux à la fois physique, social, historique et documenté sur une base de données informatisée (SIG). La compréhension des situations locales s'est affinée au fur et à mesure de la confiance qui s'est développée entre les urbanistes de l'Université et nous même, de la confiance qui s'est établie entre les autorités locales et l'équipe française, et du suivi intensif que les urbanistes de Tongji ont mis en place tout au long des travaux engagés par le gouvernement de la ville de Tongli. La confiance mutuelle entre les trois parties (gouvernement local de Tongli, urbanistes de l'université Tongji et équipe française) a été rendue possible grâce au partage des informations, grâce aux conférences qui se sont tenues à l'Université, auprès du gouvernement local, avec les différents échelons administratifs territoriaux chinois, et lors des séminaires mis en place par le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO.

L'implication des étudiants chercheurs dans le processus a eu deux avantages majeurs : d'une part, un temps réduit dans la collecte des informations et le traitement de ces données — photos, relevés, enquêtes économiques et sociales — d'autre part, la transmission et la formation théorique, pratique et méthodologique à la fois de doctorants et de jeunes professeurs, très impliqués dans une matière où les chercheurs étaient encore peu nombreux. Les thèses en architecture (histoire, construction, théorie) ou en urbanisme abordaient peu ce sujet. Parmi les précurseurs, ZHANG Kai et ZHOU Jian ont publié un ouvrage intitulé « Reconstruire la ville sur la ville » en 2003 et SHAO Yong, accueillie dans la formation des Architectes

Urbanistes de l'Etat en 2000, a présenté une thèse dirigée par le Pr RUAN Yisan sur le système de protection du patrimoine français, avec le soutien en France d'Alain Marin¹¹.

- Amélioration des conditions de vie, mise en valeur et ouverture au tourisme

Pour définir les améliorations à apporter au quotidien des habitants, les enquêtes ont porté sur l'habitat (l'existence ou non des salles d'eau, des cuisines, partagées ou non, du nombre de foyers et d'habitants, l'ancienneté du bâti, etc.), sur l'environnement proche (les ponts avec des emmarchements et ceux permettant la circulation motorisée) et les essences arborées. Les relevés ont bénéficié des études menées de longue date par Ruan Yisan sur les typologies d'habitat longeant les rues et les canaux, sur les constructions sans affectation d'usage, les disponibilités foncières, etc.



Aménagement et plantations nouvelles pour la place proche du jardin Tuisi, à Tongli

Les études ont pris en considération l'échelle de l'habitat dans les maisons à cour traditionnelles, comme dans les plus modestes, celle des espaces publics en tenant compte des nouveaux flux (déplacement d'un parc de stationnement des bus hors du centre) ou des faits nouveaux comme le classement du jardin Tuisi, classé au Patrimoine mondial en 2000 (aménagement des abords). L'épidémie du SRAS (grippe aviaire) en 2002, qui eut pour impact une diminution du tourisme fut mise à profit par les services de la ville pour mettre en place l'enfouissement des réseaux et refaire l'ensemble des canalisations et pavements. Le bitume des rues, des ruelles et des quais, couvrant alors les différentes voiries de la ville, fut

remplacé par des pavages différents suivant une hiérarchie ancienne des voies, s'appuyant sur les recherches historiques et les études préalables menées par les professeurs et chercheurs.

Les urbanistes de l'université Tongji, en charge du projet de planification pour les autorités locales, rédigèrent un ensemble de recommandations à destination des autorités locales mais aussi des habitants qui transformaient leur maison par eux-mêmes, comprenant toute une série de préconisations sur les proportions des ouvrants, portes et fenêtres (par exemple, proscrire les vitrages bleus ou roses, alors très à la mode), des volumes, des toitures, d'articulation avec la rue ou le canal voisin. Nous étions amenés à nous prononcer sur des sujets très divers tels que :

- inciter les habitants à réhabiliter par eux-mêmes en leur apportant soutien logistique et dégrèvements fiscaux s'ils suivaient les préconisations évoquées ci-dessus ;
- inciter à diversifier l'offre hôtelière et la restauration de l'habitat ancien en utilisant l'ensemble des pièces des grandes maisons à cour pour créer des gîtes chez l'habitant,



"Maison du patrimoine" à Tongli

¹¹ ZHOU Jian et ZHANG Kai, 在城市上建筑造城市 *Reconstruire la ville sur la ville*, (ouvrage en langue chinoise), Editions du ministère de la construction, Pékin 2003.

SHAO Yong, *Equilibre et harmonie : protection et mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager en France*, (ouvrage en langue chinoise), Editions de l'Université Tongji, 2010

- en complément des hôtels déjà construits en périphérie de la ville ;
- délimiter l'emplacement de la 'maison du patrimoine', un édifice à construire là où un entrepôt sans qualité avait été démolit, pour établir un lieu d'informations pour la population et les touristes sur la ville ;
 - encourager l'architecture contemporaine dans le centre ancien, et stopper l'architecture du faux et du pastiche ;
 - développer les activités locales spécifiques à forte valeur ajoutée (artisanat lié aux métiers de la réhabilitation, gastronomie locale, etc.

Les questions étaient multiples et la courte période de discussion sur le site à chaque mission nous a permis de croiser très naturellement les domaines d'intervention, multipliant les questionnements et les réponses possibles, sans se limiter aux champs spécialisés de la construction ou de la réglementation.

La sensibilisation des autorités locales nécessitait ensuite le suivi attentif des techniciens et des urbanistes de Tongji, mais aussi la sensibilisation des habitants et des étudiants travaillant sur le sujet. C'est cet ensemble complet que nous avons progressivement mis en place comme méthodologie de travail, aboutissant à un ensemble de plans, de recommandations, de réglementations, incluant un lieu d'information et de sensibilisation à faire vivre, des ouvertures vers la recherche, comme celle de Maylis Bellocq - accueillie par nos partenaires sur le terrain - sur les perceptions paradoxales du patrimoine, nourrie d'enquêtes auprès des écoles primaires, des habitants¹².

III- Prix et reconnaissance en Chine, une porte ouverte vers le patrimoine à Shanghai

- Prix nationaux et internationaux

Fin 2001, nous avons la surprise d'apprendre que le travail mené à Tongli a été primé par le Ministère chinois de la construction. C'est une reconnaissance nationale extraordinaire pour l'équipe des professeurs Ruan Yisan et Zhou Jian, au sein de l'institut de projet d'urbanisme de l'Université Tongji, reconnaissance à laquelle ils ont eu l'élégance de nous associer. Le 2^e prix, c'est souvent le plus important, celui qui intègre une valeur novatrice, c'est également une porte ouverte vers des projets de plus grande ampleur.



Prix national de l'urbanisme (2001)

En revanche, la Chine vue depuis la France sur le sujet du patrimoine, est perçue sous le prisme restrictif et délétère des destructions massives à Pékin préalables aux Jeux Olympiques de 2008 et, pour le grand public, se résume à une absence d'intérêt et de compétences des Chinois pour leur patrimoine. Si le tableau est loin d'être faux au vu du nombre de villes concernées par la rapidité des démolitions, il ne rend pas service à ceux qui luttent contre les aveuglements des autorités locales, et forment des spécialistes sur le sujet.

Les commandes auxquelles répondent nos partenaires de l'Université Tongji concernent l'ensemble du pays, mais le suivi des projets est véritablement lié à l'engagement des gouvernements locaux : le changement d'un maire ou d'un directeur de service d'urbanisme peut susciter des orientations radicalement différentes dans les projets urbains. Shao Yong, engagée par la ville de Lijiang classée patrimoine mondial en 1997, avait

¹² Maylis Bellocq, « Mémoires et préservation du patrimoine culturel en République populaire de Chine : le cas de Tongli, bourg du Jiangsu », EHESS, Paris 2005 ; voir aussi « La préservation du patrimoine culturel en République populaire de Chine : pour quelle mémoire ? », *Perspectives chinoises*, n° 96, juillet-août 2006.

proposé un plan de protection et de gestion en 2004¹³, qui lui a valu en 2007 d'être mentionnée dans les « *Asia Pacific Heritage Awards* » de l'UNESCO¹⁴. Quelques années après, le départ du directeur de la construction a amené la ville à des orientations complètement divergentes des propositions qu'elle avait avancées.

- Shanghai, les 12 secteurs protégés

Depuis 1999, nous avons des séances de travail régulières, des séminaires avec le Bureau d'urbanisme organisés par l'Université Tongji, à Shanghai ou des séjours d'études que nous organisons en France. Lorsque WU Jiang, professeur à Tongji, qui a consacré sa thèse de doctorat à l'histoire urbaine de Shanghai, devient l'un des directeurs du Bureau d'urbanisme de la ville, les questions liées au patrimoine prennent une autre envergure. Il fait appel à son collègue ZHOU Jian, pour lui confier la définition des procédures et des règles d'urbanisme à mettre en place dans les secteurs à protéger, avec le relais de l'Institut de projet du Bureau d'urbanisme de la ville. Fin 2003, 12 secteurs protégés sont officiellement définis par la Municipalité de Shanghai, totalisant 27 km².

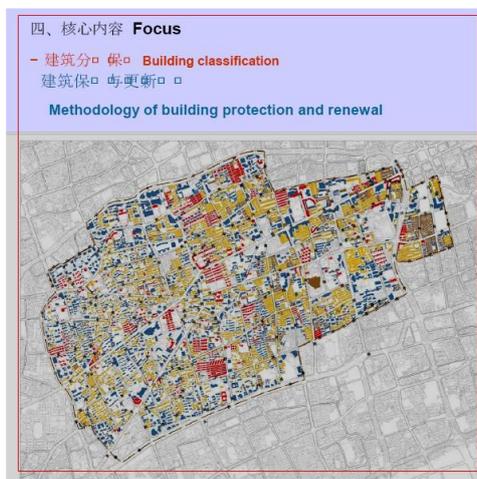
Le plus grand d'entre eux - le secteur des rues Hengshan et Fuxing - couvrant une partie de l'ancienne Concession française, est choisi pour définir une approche méthodologique expérimentale. Comme pour Tongli, les équipes d'étudiants sont mobilisées pour dresser des états des lieux, mener des études approfondies de la parcelle au quartier et du quartier à la ville.

Avec la croissance économique, la ville s'est enrichie, le patrimoine devient un sujet apprécié, les ouvrages sur la ville et ses *lilong* (lotissements populaires d'habitat construits entre 1850 et 1940) sont à la mode, l'art-déco est valorisé. Préparant l'Exposition Universelle de 2010, l'approche shanghaienne sur le patrimoine urbain tranche radicalement avec la stratégie adoptée à Pékin avant les Jeux Olympiques.

ZHOU Jian utilise les méthodes expérimentées à Tongli, proposant que le plan de protection du patrimoine soit un outil de gestion et de planification. C'est ensuite l'ensemble des districts de la municipalité de Shanghai qui sont chargés de définir leurs quartiers protégés et de mettre en place des réglementations similaires. Shanghai a créé une révolution dans les pratiques sur le patrimoine, renouvelant les modes de faire et cherchant à tirer profit des édifices existants : ce sont pour n'en citer que deux exemples, la transformation en 2006 d'une aciérie en musée de sculptures, jardins, galeries et bureaux, ou le projet de Tianzifang, associant les habitants aux professionnels de l'université Tongji et du bureau d'urbanisme, projet qui a été conduit pendant plusieurs années sur le même quartier.

- Missions d'études en France : territoires ruraux et urbains, leurs articulations, les leviers du patrimoine

Pendant cette même période, au cours des années 2000, nous avons organisé, à l'attention de délégations chinoises composées à la fois d'urbanistes et de responsables des services publics, des missions d'étude en France, en recherchant le parallélisme des situations et des problématiques : en Bretagne, à Paris, dans le Val de Loire, dans le Nord et le Bassin minier, à Bordeaux, Lyon, Marseille..., sur des thèmes tels que le logement



Classification du bâti dans les secteurs protégés de Shanghai (Quartier historique de Hengshan-Fuxing, 2004)

¹³ Outre le plan de protection et de gestion, elle apportait des mesures innovantes telles que l'intégration des communautés Naxi, le retour à la vocation agricole des terrains construits en sortie de ville pour des hôtels neufs sans qualité cf. SHAO Yong et LI Fan « Change The Impact of Tourism on Core Area and Buffer Zone : Heritage Management in the old Town of Lijiang, China », <http://www.icomos.org/xian2005/papers/3-32.pdf>

¹⁴ <http://www.unescobkk.org/culture/wh/asia-pacific-heritage-awards/previous-heritage-awards-2000-2013/2007/>

social en centre ancien, les transports publics dans les centres historiques, le patrimoine industriel et sa réutilisation contemporaine, etc..

L'une d'entre elles est conduite par Wang Jinghui — ancien directeur de la *China Academy of Urban Planning* — à la fois conseiller et expert pour la validation des plans de protection des « villes historiques et culturelles », qui a rencontré le Ministre de la culture Frédéric Mitterrand à Richelieu l'été 2009, par l'entremise d'Yves Dauge. Depuis que le label a été étendu aux petites villes et aux villages, les urbanistes chinois s'intéressent aux savoir-faire français en milieu rural. Le sujet est devenu



Visite du Pr. Wang Jinghui dans le Val de Loire et la vallée du Loir, Luché-Pringé (juillet 2010)

d'actualité avec le basculement d'une majorité de population devenue urbaine, alors que la population chinoise était encore rurale jusqu'en 2010. Comment éviter la disparition des architectures et des cultures rurales ? Les avis s'affrontent entre partisans des regroupements de villages et l'abandon de ceux qui sont considérés trop isolés, et ceux qui promeuvent la protection et la mise en valeur des villages et des paysages, permettant une continuité d'activités et l'amélioration des conditions de vie.

- Autres programmes menés dans le cadre de la coopération franco-chinoise

Parmi les programmes menés dans le cadre de la coopération, citons également un séminaire à Xi'an sur les Routes de la Soie, dans l'optique de monter un dossier pour le patrimoine mondial, sujet qui fut repris ensuite par l'UNESCO.



Renouvellement de la convention de partenariat franco-chinoise au WHITR-AP Shanghai (2013)

Pour conclure cette première séance, la coopération nous a permis de concrétiser deux objectifs, deux « rêves » : d'une part la création d'un centre de formation et de recherche, le WHITR-AP en 2006, à Shanghai grâce au dynamisme de nos partenaires, d'autre part la signature d'une convention de partenariat en 2007, renouvelée en 2013, entre l'Université Tongji, le WHITR-AP, la Direction générale des patrimoines et la Cité de l'architecture & du patrimoine.

Nos réflexions se sont matérialisées également dans la publication menée avec le département des Sciences sociales de l'UNESCO « Des quartiers historiques pour tous », présentée au Forum Urbain de Nankin en 2008 et traduite en chinois, de

même que les travaux réalisés dans les ateliers croisés entre l'Université Tongji et l'Ecole de Chaillot. C'est là un troisième « rêve », celui de faire travailler ensemble des étudiants architectes français avec les urbanistes et architectes chinois, sur des projets communs dans des villages et territoires historiques, en lien avec les habitants et les gouvernements locaux. Ces programmes ont permis d'amener les enseignants en milieu rural, et de modifier une représentation sociale et urbaine, selon laquelle les villages étaient dépourvus d'intérêt. Le fait que des Occidentaux s'y intéressent contribue, sur place, à leur revalorisation culturelle¹⁵.

¹⁵ La télévision de Shanghai a d'ailleurs consacré une série d'émissions à l'un des ateliers croisés, à Shuimotou dans le Shanxi, qui a été diffusée le samedi en fin d'après-midi.

La manière de répondre à la menace d'un tourisme du nombre constitue un des principaux enjeux, sur les modes de vie et de consommation à venir.

Ces sujets sont aussi devenus une source de coopération entre associations : REMPART anime des chantiers d'été avec la Fondation RUAN Yisan, créée depuis que le professeur a pris sa retraite d'enseignant, dans la suite des actions menées. Enfin, nous sommes fiers que le premier atelier croisé mené à Zhaji ait permis d'attirer l'attention du gouvernement de la province, et qu'un financement ait été affecté à la restauration d'un bel édifice. C'est un premier pas, qui revalorise le village, et amène à une meilleure prise en charge des espaces publics.

Débat

Samir Abdulac remercie les intervenants pour leurs travaux et la qualité de leur présentation. L'échelle territoriale représente également un enjeu en France pour des sites étendus du patrimoine mondial comme le Val de Loire ou le Bassin minier, sans toujours pouvoir disposer des outils nécessaires.

Françoise Ged précise que les travaux présentés ici restent minimes au regard de l'étendue du territoire chinois.

Alain Marinos cite un colloque international en 2008 où un intervenant néo-zélandais commence sa présentation par les paysages culturels du Val de Loire, mettant en exergue l'intérêt qui est porté à l'étranger pour les actions menées en France sur les grands territoires. Il évoque le Bassin minier du Nord Pas de Calais où toutes les collectivités du territoire ont signé une « charte patrimoniale ». Comment cette charte a été élaborée, comment elle sera appliquée et gérée dans le temps, voilà les attentes que l'on peut évoquer à ce sujet.

Samir Abdulac établit un parallèle avec les initiatives de certains CAUE en France sur la gestion des grands territoires. Il cite l'exemple d'un guide typologique sur le patrimoine du Parc naturel régional du Perche, réalisé avec le CAUE d'Eure et Loir.

- *Un participant s'interroge sur la notion d'échelle et les contradictions qu'elle comporte : la loi ALUR mise sur l'intercommunalité, mais quelle est l'échelle appropriée pour s'emparer du patrimoine immatériel, de la valeur d'usage ? Il évoque aussi le risque, face à l'urbanisation croissante, que les territoires à forte valeur patrimoniale deviennent un décor commercial pour les villes.*

Alain Marinos réagit sur l'avenir incertain de ces patrimoines, dans des contextes en complète mutation. Il évoque les quelques 150 dossiers, plus ou moins avancés, qui s'ajoutent à la liste indicative française officielle, en vue d'une inscription au patrimoine mondial, parmi lesquels de nombreux projets sur les territoires. Certains d'entre eux, considérés comme des « délaissés » de la métropole, revendiquent avec force une identité pour pouvoir exister. La Vallée de la Loire inscrite sur la liste du patrimoine mondial a ainsi contribué à créer une identité commune qui n'était pas évidente auparavant.

- *Catherine Virassamy demande si des politiques territoriales existent en Chine.*

Françoise Ged précise l'organisation administrative chinoise : les politiques sont définies au niveau des ministères et mises en œuvre au niveau des provinces selon une hiérarchie administrative d'emboîtements des services à chacun des échelons territoriaux — préfectures, villes, bourgs, villages — qui ne favorise pas la mise en place d'intercommunalité ou de réseaux. Des réformes ont été instaurées pour supprimer des échelons territoriaux au début des années 2000, dans les provinces de la côte, une manière de limiter le

nombre de services (et de fonctionnaires), et d'encourager par la simplification des procédures la construction des terrains.

Au niveau local, les maires disposent de moyens financiers conséquents. C'est pourquoi nos partenaires chinois associent en amont les autorités locales et les services techniques, leur organisant des formations pratiques, car peu de cadres sont formés à ces sujets. L'université Tongji a instauré l'une des premières formations spécialisées sur le patrimoine en 2006. Par ailleurs, les musées d'urbanisme municipaux, présentant maquettes et schémas directeur, sont des lieux d'information du public, qui n'ont pas la vocation de conseil prodiguée par un CAUE. Autre forme de diffusion : les biennales qui sont relativement récentes. La première, en 2004 à Pékin, s'est avérée une opération commerciale, à l'exception des échanges entre universités, et a provoqué en réaction la biennale de Shenzhen, qui est devenue une référence depuis sa première édition en 2005.

Toutefois, en raison de la hiérarchie administrative verticale, les maires ont peu d'intérêt à travailler avec les communes voisines, avec lesquelles ils se situent en concurrence plutôt qu'en partenaires. Si l'on regarde le territoire constitué par Shanghai et les provinces voisines (Jiangsu, Zhejiang, Anhui), il regroupe plus de 200 millions d'habitants, reliés par un réseau d'autoroutes et de lignes ferroviaires à grande vitesse, où l'urbanisation se poursuit. Les villes rivalisent entre elles pour attirer des investisseurs, et tenter de répondre aux attentes sociales. Nommés pour 4 ans, leur progression ou leur reconduction dans leur fonction est jugée aussi à leur capacité à répondre aux attentes de la population. C'est ainsi qu'un membre du gouvernement de la ville de Xitang (l'une des « six villes du Royaume de Wu ») a été relégué à un autre poste, car les habitants aspiraient à une ville « moderne », souhaitant voir les quartiers anciens rasés, à l'instar d'autres villes. La sensibilisation de la population est donc un réel enjeu.

- *A propos de l'articulation des différentes échelles du territoire et du projet de « loi Patrimoine » qui est en préparation, Samir Abdulac relève que si elle prend en compte les sites du patrimoine mondial, ceux-ci pourront s'appuyer sur les documents d'urbanisme, parfois intercommunaux, dont les limites répondent à des logiques administratives, mais non naturelles. Comment trouver la bonne articulation entre ces logiques différentes ?*

Alain Marinos cite l'exemple de la Vallée du Loir, qui travaillait à la création d'une AVAP regroupant 40 communes. Or, ce projet est suspendu dans l'attente de la nouvelle loi, car on ne sait pas encore si elle contiendra les instruments nécessaires pour gérer ce type d'échelle.

- *Une participante demande ce qu'a apporté le travail de coopération avec la Chine dans les pratiques en France.*

Alain Marinos répond que les messages transmis ne sont pas toujours assimilés par les Chinois de la façon attendue. Ils se réapproprient le message, le traduisent à leur manière, ce qui donne des résultats très intéressants. Il en va de même avec d'autres pays, dans le cadre d'une coopération franco-bulgare, à Sofia, l'enquête publique portant sur un secteur sauvegardé a été menée avant de définir le projet afin de l'alimenter avec les attentes des habitants et non après l'approbation municipale. Cette manière de faire, relativement absente en France, permet d'envisager les projets d'une autre façon.

- *Une question porte sur les universités en Chine : est-on proche du système russe où les entreprises passent commande aux universités pour développer des projets d'ingénierie ?*

Françoise Ged explique que le système actuel, qui associe expérimentation, recherche et projets est lié à l'implantation des Instituts de projets d'architecture et d'urbanisme au sein des universités. Ce système s'est

développé à la fin des années 1950, lors de la construction à Pékin des 10 grands projets commémoratifs du 10ème anniversaire de la République Populaire de Chine. Etant donné le faible nombre d'architectes à l'époque, les assistants universitaires et les étudiants ont été associés à la conception et à la construction. En urbanisme et en architecture, il s'agit de recherches appliquées, d'expérimentations sur site, plutôt que de recherche fondamentale et théorique, qui donnent lieu ensuite à la publication de guides méthodologiques. En 1992, le Ministre de la construction avait annoncé que l'urbanisation serait le moteur de la croissance. L'urbanisme et l'architecture sont devenus des formations et des métiers recherchés, la commande a cru rapidement, et les instituts de projets d'urbanisme ou d'architecture se sont développés en profitant de cette manne. Certains sont aussi à même de postuler pour des programmes de recherche gouvernementaux, ce qui constitue une autre source de financement pour les équipes de chercheurs, enseignants et étudiants. Dans notre coopération, l'université Tongji est un partenaire de premier plan, grâce à l'étendue de ses réseaux en matière d'urbanisme (plusieurs ministres), avec des leviers d'action dont ne disposent pas d'autres universités de grandes métropoles comme Nankin, Canton ou Pékin.

PARTIE 2 : EXEMPLES PARTICULIERS ET EXPERIMENTATIONS MENEES

I - L'expérience d'une gestion urbaine post-séisme : Dujiangyan, province du Sichuan

L'année 2008 est marquée en Chine par le tremblement de terre dans la province du Sichuan. Pour chaque ville touchée par la catastrophe, le gouvernement central affecte une ville de la côte, chargée de la seconder techniquement et financièrement pour sa reconstruction. Shanghai est ainsi jumelée à Dujiangyan, qui dispose du statut administratif de ville depuis la fin du XXe siècle. Elle est connue pour deux sites classés sur la liste du patrimoine mondial en 2000 : un système d'irrigation et de contrôle des eaux créé au IIIe siècle avant J.-C., encore en service, et la montagne Qingsheng, berceau du taoïsme¹⁶. Quelques semaines après le tremblement de terre, la construction d'une autoroute et d'une voie ferrée pour des trains à grande vitesse reliant Dujiangyan à la capitale Chengdu est décidée, réduisant le temps de transport en train à une demi-heure. Le choix d'aménagement est de faciliter le développement du tourisme intérieur en facilitant la liaison entre les deux villes.



Dujiangyan, quelques semaines après le séisme de mai 2008

Bien que le développement urbain de Dujiangyan soit récent et le paysage est un élément fondamental, notamment le centre historique et le site du partage des eaux de la rivière Min. Comment reconstruire une ville après une catastrophe ? Quelles sont les priorités ? Comment procéder dans les villages où les routes et les terrains se sont effondrés, quelles préconisations pour la population ? Au niveau de l'Etat central, l'objectif fixé pour les différentes administrations de la province est de reloger la population sans abri et de remettre en services les écoles dans un délai de quelques mois.

- Relogement et reconstruction

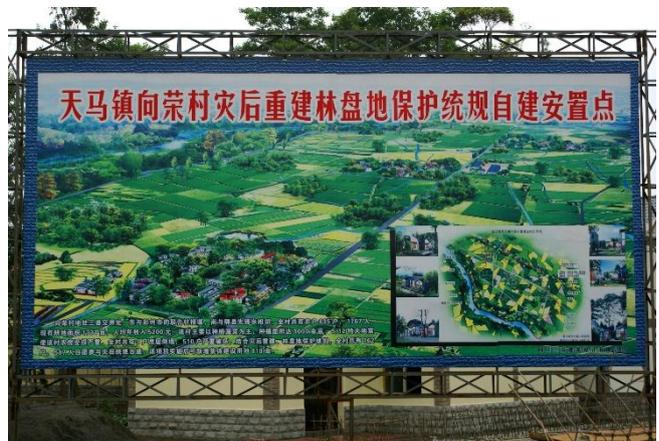
Plusieurs processus ont été mis en place, selon les secteurs urbains ou ruraux, selon l'état des sols effondrés ou non, selon les choix des habitants eux-mêmes.

- Planification de la reconstruction du centre-ville détruit, dans un projet cohérent pour toute l'agglomération : préservation des caractéristiques du centre-ville, mise en valeur des canaux et de leurs abords, requalification des espaces publics, maîtrise de la progression des hauteurs des constructions ...

- Auto-construction sur le site détruit : les habitants reconstruisent eux-mêmes leurs habitations, avec des subventions, selon des modèles qui leurs sont fournis ;

- Reconstruction par le gouvernement : à l'extérieur des zones touchées, dans des lieux jugés plus sûrs, dans des petits collectifs (pour limiter l'urbanisation du foncier).

- Auto-construction dans les secteurs ruraux, selon une planification adaptée au parcellaire existant ; ce



Maintien du parcellaire rural, dans la reconstruction de villages près de Dujiangyan (mai 2009)

¹⁶ <http://whc.unesco.org/fr/list/1001>

sont les futurs habitants qui décident des plantations et des usages des espaces extérieurs ; recherche énergétique, avec l'alimentation en gaz fournie par le méthane, issu de l'élevage des porcs du village.

Dans le centre-ville, d'autres types de propositions ont été mises en place. La rue la plus ancienne du centre ancien a fait l'objet d'un financement spécifique du gouvernement central, et d'une opération expérimentale piloté par ZHOU Jian qui a recherché la participation active des habitants à la reconstruction, prenant en compte leurs besoins, la volumétrie originelle et le parcellaire

- *Un séminaire sur la reconstruction, le tourisme, l'apport du paysage*

Avec nos partenaires de l'Université Tongji, nous avons organisé un séminaire international pour le gouvernement local, les services techniques de la province et les chercheurs sur la reconstruction des villes après catastrophe. En effet, les expériences françaises après la seconde guerre mondiale sont riches et plurielles¹⁷ — Saint Dié, Le Havre, Saint-Nazaire, Saint Malo...— ; nous avons associé les regards des représentants de l'Association française des villes reconstruites, des Grands Sites de France¹⁸ et d'une agence de voyage. Notre propos était de donner à réfléchir avec un regard distancié sur la façon dont la reconstruction a été vécue en France et sur la patrimonialisation ultérieure de certaines villes comme Le Havre (qui a fait l'objet d'une mission d'étude des services de la ville l'année suivante).



Exposition sur les villes reconstruites, à Duijiangyan au Sichuan (juillet 2009)

A Duijiangyan, le patrimoine repose sur les paysages : les ouvrages hydrauliques remarquables constitué par les cinq canaux dérivés du lit de la rivière Min et la montagne marquée par les parcours des temples taoïstes. Dans ces paysages grandioses, les qualités patrimoniales des édifices et rues historiques du centre-ville apparaissent secondaires. Ainsi, il est apparu clairement que la reconstruction de la ville devait se concevoir à partir du paysage, des points de vue, en laissant des vides, des espaces non planifiés pour intégrer la possibilité du changement et les mutations progressives de la ville.

II - L'opportunité de l'Expo. Universelle : partage d'expériences et diffusion des exemples

En 2010, sur d'anciens sites industriels, Shanghai organisait l'Exposition Universelle, pour laquelle la ville avait fait le pari de faire venir un nombre de visiteurs supérieur à l'édition précédente au Japon. Avec nos partenaires de l'Université Tongji, nous avons organisé, dans le cadre des « *Rendez-vous franco-chinois de la science et de la pensée* » placé sous l'égide du Pavillon Français, deux journées de séminaire dont une sur le Pavillon et la seconde à l'Université Tongji. Partager les meilleures pratiques, les problématiques, faire connaître et développer des réseaux d'échanges de connaissances étaient au cœur de notre montage commun.

Nous avons ainsi invité les lauréats du *Global Award for Sustainable Architecture*¹⁹ venus d'Afrique, d'Europe, de Chine, et nos interlocuteurs des différentes provinces chinoises à se rencontrer, à présenter leurs travaux, à travers des échanges techniques ou académiques. En outre, nous avons organisé trois expositions, sur les

¹⁷ cf. les 2 tomes édités par l'Institut de géo-architecture de Lorient, avec une présentation de Patrick Dieudonné : « Villes reconstruites, du dessin au destin », actes du 2e colloque international des villes reconstruites, L'Harmattan, Paris, 1994.

¹⁸ <http://www.grandsitedefrance.com>

¹⁹ <http://www.locus-foundation.org/>

ateliers croisés menés entre l'École de Chaillot et l'Université Tongji, sur le tourisme culturel avec la Cité de la culture et du tourisme durable²⁰ et sur les travaux des lauréats du *Global Award* 2007-2008-2009.

Nous avons réuni à cette occasion les différents interlocuteurs chinois rencontrés lors des projets de coopération, venus des provinces du Jiangsu, du Zhejiang, de l'Anhui, du Sichuan, du Shanxi, du Guizhou, de Shanghai, pour leur donner l'occasion de partager les démarches de 8 architectes lauréats du *Global Award*, et favoriser le partage d'expériences de part et d'autre²¹. En outre, en organisant de manière fine les agendas, nous avons pu faire en sorte que Wang Shu (lauréat 2007) et son associée Lu Wenyu présentent officiellement le projet collectif de plusieurs lauréats du *Global Award*, portant sur la transformation d'un ancien site de réparation navale en un centre à vocation culturelle et ludique sur l'île de Zhoushan. La diversité des opérations menées et des solutions proposées, en Chine, en Afrique, en Europe permettait de rendre compte des réponses circonstanciées apportées à chaque contexte, évitant de reproduire des modèles préconçus et favorisant la diversité.



Séminaire à l'université Tongji (oct. 2010)

En conclusion, Isabelle Maréchal²² synthétisait ainsi les points communs aux interventions en soulignant :

- La prise en compte du « déjà-là » ou de ce qui est « encore là », la prise en compte des besoins de la population dans la conception du projet, et la nécessité de penser autrement, illustrée notamment par Francis Diebedo Kéré.

- Les champs d'interrogations partagés de la conciliation entre développement économique et protection du patrimoine, à la gestion du temps dans le projet patrimonial ou le projet d'aménagement touristique, révélateurs de l'inquiétude générale devant la difficulté à concilier développement économique et maintien de l'identité culturelle.

Faisant écho aux préconisations de Jean Pierre Martinetti²³, elle rappelait qu'il ne faut pas faire reposer le développement économique seulement sur le tourisme, ni le développement touristique sur le tourisme de masse, au risque de faire du touriste un personnage qui aurait tous les droits et aucun devoir.

- Enfin en paraphrasant la devise de Wang Shu lors du *Global Award* « *China can civilise modernity, by its culture* », elle proposait aux participants cet axe de réflexion : comment « civiliser le tourisme », associer la population au développement touristique et avoir accès à une information de qualité.

III – Pingyao : valorisation de l'architecture de terre et des savoir-faire

L'architecture de terre crue a été un sujet apprécié de quelques chercheurs et enseignants chinois rencontrés à Xi'an au milieu des années 1990, alors que peu d'entre eux s'y intéressaient alors. Ils sont partis en retraite avant que le sujet redevienne d'actualité, notamment lorsqu'un pan des murailles de la ville de Pingyao, classée en 1997 au Patrimoine mondial²⁴, s'est écroulé.

²⁰ <http://www.cctd.eu/> dirigé par Jean Pierre Martinetti

²¹ cf. http://www.citechailot.fr/data/cite_4664f/categorie/323/crmissionoctenchine_d76d0_49aeb.pdf

²² Isabelle Maréchal, adjointe au Directeur Général des Patrimoines, Ministère de la Culture et de la Communication : voir le compte-rendu en référence de la note précédente, pp. 6-8

²³ cf. supra. note 20

²⁴ <http://whc.unesco.org/fr/list/812/>



Muraille d'enceinte de la ville de Pingyao

Le directeur en charge du logement et du développement rural et urbain pour la province du Shanxi²⁵, que Françoise Ged connaissait depuis 1997, avait alors participé au montage du dossier pour l'inscription de la ville sur la liste du Patrimoine mondial. A la recherche de soutiens expérimentés pour l'appuyer dans la politique sur le patrimoine et sur l'architecture de terre, une composante majeure de la province, il a initié un inventaire des villes et villages historiques et culturels. Il souhaite valoriser ce patrimoine, apporter un meilleur cadre de vie aux habitants et former des personnes compétentes dans l'ensemble de ce processus. Il s'intéresse aussi bien à l'identification et la mise en

valeur des paysages et des patrimoines, qu'à la mise en place de politiques réalistes au regard des moyens financiers limités de la province. Comme la majeure partie des constructions traditionnelles, rurales et urbaines, sont en terre, il attache une importance particulière à ce sujet.

Nous avons dans un premier temps organisé un « séminaire sino-français sur la protection et le développement de la ville de Pingyao » en juillet 2009, qui a été suivi d'un accord entre la province du Shanxi, les autorités du district de Pingyao et l'Université Tongji, un facilitateur pour les actions ultérieures. Profitant de cette mission, nous avons également effectué le repérage du site d'étude de l'atelier croisé avec Shao Yong, Alain Vernet et Benjamin Mouton, les professeurs de Tongji et de l'Ecole de Chaillot, pour l'année 2009-2010. Le village de Liang, proche de Pingyao a été choisi.

Puis, nous avons proposé de mettre en place des actions de terrain pour sensibiliser la population et les cadres locaux sur les possibilités de restauration des constructions de terre : l'organisation d'un séminaire conclusif à l'issue des ateliers croisés Chaillot-Tongji à l'automne 2010 et la mise en place d'un chantier expérimental, permettant d'identifier les savoir-faire des artisans locaux sur la construction en terre.



Chantier expérimental de restauration d'un mur d'enceinte en terre (oct. 2010)

Le chantier expérimental a commencé par l'analyse et l'évaluation des travaux de restauration en terre d'un édifice délimité — un pan de l'enceinte d'un village — mené par des artisans locaux, avec les enseignants et les étudiants de trois écoles (l'université Tongji, l'académie des Beaux-Arts de Hangzhou et l'école de Chaillot). Le laboratoire CRATerre, représenté par Thierry Joffroy, et l'ICOMOS, représenté par John Hurd, ont apporté leur expertise. Le chantier a associé professeurs, étudiants et artisans locaux et sa finalisation était du ressort des artisans. Les choix effectués sur les options de restauration tout au long des travaux a permis à l'équipe de terrain de se former rapidement et de chercher les options les plus appropriées : choix des matériaux, des proportions, type d'étalements, etc. Elsa Ricaud, étudiante du DSA de Chaillot, qui a suivi le chantier expérimental pour la partie française, a développé un tel intérêt pour la construction en terre qu'elle a poussé

²⁵ Le MOHURD, acronyme de Ministry of Urban, Rural Development (ministère du logement et du développement rural et urbain) a un service dans chaque province.

plus avant ses recherches, obtenant l'année suivante une bourse de la Fondation *Richard Morris* pour mener plusieurs enquêtes de terrain aux Etats-Unis.



Présentation de l'atelier franco-chinois à Liang (2010)

En 2010, après avoir organisé un second séminaire à Pingyao, nous avons présenté au village de Liang qui faisait l'objet des études de Chaillot et Tongji, le résultat des enquêtes, relevés, analyse, diagnostics et propositions des étudiants. L'accueil des villageois de Liang a été extraordinairement chaleureux et émouvant, tous réunis sur la place du village où les travaux étaient exposés sur des kakémonos. Dans ce cadre SHAO Yong a fait un don important en livres au village, pour rendre hommage à l'école primaire qui avait hébergé les étudiants l'automne précédent et évoquer le rôle majeur de la formation pour apprécier et respecter les lieux où nous habitons.

A Pingyao, profitant de la tenue du séminaire, nous avons présenté les trois expositions préparées pour Shanghai, une manière de sensibiliser les autorités locales et les habitants aux questions architecturales et urbaines. Ces trois expositions présentées dans l'ancien théâtre au centre-ville comprenait donc : les travaux des lauréats du *Global Award for Sustainable Architecture* en 2007-2008-2009, deux sessions des ateliers croisés Chaillot- Tongji à Liang (province du Shanxi) et à Zhaji (province de l'Anhui), ainsi que l'exposition qui avait pour thème « Tourisme, culture et patrimoine : expériences françaises ». L'école réalisée en terre au Burkina Faso par Diébédo Francis Kéré, avec les habitants du village, illustre parfaitement la modernité dont l'architecture de terre peut être porteuse..

Cette sensibilisation s'est poursuivie l'année suivante, avec le relais de la fondation RUAN Yisan et de l'association française REMPART qui ont conjointement organisé un chantier international de restauration de l'opéra du village, une autre occasion d'apprentissage des techniques de restauration pour les jeunes, et de revalorisation de ce patrimoine aux yeux des habitants.

En 2011-12, nous avons prolongé nos actions de formation des étudiants et de sensibilisation des autorités locales et des villageois en organisant un nouvel atelier croisé, dans le village de Shuimotou, situé aussi dans la circonscription de Pingyao, dont nous connaissons bien les pouvoirs publics. La problématique portait également sur le développement du tourisme, avec l'ouverture programmée à proximité du village d'une sortie d'autoroute, alors en construction. Les nouvelles mobilités, urbaines et rurales, engendrées par la construction des infrastructures et le décloisonnement qu'elles suscitent, constituaient une composante importante du sujet, de même que s'affichait plus clairement la prise en compte de la pluralité de l'histoire locale, que ce soit par les récits oraux, l'épigraphie, les archives locales.



Atelier à Shuimotou : Etudiants, enseignants et Conseil municipal (Photo Shao Yong, 2010)

IV - La Province du Guizhou : préservation de cultures vivantes

- Des cultures exceptionnelles, des enseignements majeurs

Située au sud-ouest de la Chine, la province du Guizhou, littéralement « terre précieuse », dont la capitale est Guiyang, se caractérise par une richesse culturelle, paysagère et architecturale remarquable, conservée longtemps intacte en raison des accès difficiles aux villages accrochés aux pentes des montagnes. Il résulte de ce cloisonnement une diversité exceptionnelle qui tient aux nombreuses ethnies habitant le Guizhou (48 sur les 56 officiellement répertoriées en Chine). Un dicton populaire décrit ainsi cette province : « 8/10^e de montagnes, 1/10^e de cours d'eau, 1/10^e de surface cultivable », avec une variété de microclimats telle que l'on trouve « 4 saisons sur un même mont, à moins de 10 *lis* (500 m) de distance, d'un jour à l'autre ».



Tang'an, Guizhou (2013)

La population, autour de 40 millions d'habitants au début des années 2000, ne cesse de décroître, attirée par des modes de vie plus faciles dans les villes ; 70% vivent de l'agriculture, avec des apports des familles parties en ville. Pourtant, la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) cite de longue date l'écologie remarquable de la région : les populations maîtrisent l'art de combiner plusieurs activités et leurs temporalités dans les rizières : la culture pluriannuelle du riz, la pisciculture et l'élevage de canards.



Chemin entre rizières accédant au village de Dimen (Guizhou)

Depuis le milieu des années 2000, la construction d'autoroutes, d'aéroports et de voies ferrées a contribué au désenclavement de la province, facilitant les échanges avec les autres provinces et l'essor du tourisme intérieur. L'amélioration du niveau de vie a suivi, mais c'est aussi tout un équilibre culturel, social et économique qui a été fragilisé au Guizhou, réputé notamment pour la richesse des cultures *Dong* et *Miao*. Ces populations, que nous avons le plus souvent rencontrées dans le sud-est de la province, sont aussi les plus pauvres par le niveau de leurs revenus.

Ainsi, les *Miao* maîtrisent l'art de la broderie, une manière de conter et transmettre la mythologie miao, et le pratiquent encore mais rares sont les jeunes générations qui en conservent la virtuosité. Alain Marinos offre un parallèle avec la broderie bretonne. Des personnes rencontrées en Bretagne déplorent la perte de ces savoir-faire : « même si l'on dispose encore aujourd'hui des broderies, on ne sait plus comment elles ont été faites ». La documentation de ces patrimoines immatériels est ainsi un enjeu important, tant qu'il est possible de le faire, auprès des personnes vivantes.

Pour le gouvernement de la province, garder un équilibre entre la préservation de cultures locales vivantes et le droit au développement de ces populations est une priorité complexe à mettre en place. D'autres enjeux vitaux concerne



Broderies traditionnelles, à la main

la protection des villages contre les incendies, qu'il s'agisse des habitations ou des greniers à céréales, tous construits en bois. Chaque année, des incendies meurtriers sont à déplorer²⁶.

Chez les *Dong* et les *Miao*, la musique est un élément majeur de la vie quotidienne, rythmant la journée de l'aube à la nuit tombée. Le Grand chant Dong est classé sur la liste du patrimoine immatériel de l'UNESCO depuis 2009, rappelant que « le riz nourrit le corps et les chants nourrissent l'âme »²⁷. Mais les risques de dérive sont forts, face à des marchands d'exotisme qui organisent des parades de la culture locale à des fins commerciales,

dévalorisant de fait les cultures locales. Le village de Xijiang a déjà ainsi été affublé d'une grand-place magistrale, avec des gradins et des estrades, plaçant les habitants dans un rôle factice de danseurs et chanteurs pour touristes, dans un incessant défilé de consommateurs avides de « folklore ethnique »²⁸. Le village, véritable terre d'accueil pour les sociétés de développement touristique est devenue une agglomération spécialisée dans le tourisme de masse, sans lien véritable avec l'esprit des lieux.

Nous avons alors choisi d'associer des musiciens et des ethnomusicologues à l'étape suivante de notre coopération, et d'aborder de la même manière les habitants qui nous accueillent rituellement à l'entrée du village : les femmes au chant, et les hommes, rivalisant entre démonstration de danse et jeu musical d'orgue à bouche en bambou (les lusheng) ou de vièle à deux cordes. En adoptant cette manière de faire, nous cherchons à voir comment faire évoluer les pratiques et les idées, comment passer de l'image figée par la représentation marchande d'un patrimoine immatériel, à celle qui est représentative d'un mode de vie, un support à la vie locale, un élément clé d'un patrimoine vivant²⁹. C'est véritablement la même problématique qui se pose pour le patrimoine bâti.



Accueil festif des villageois (village Miao) à la suite du séminaire à Guiyang en 2008



Repas de fête au Guizhou (2009) et en Bretagne au début du XXe siècle

La culture bretonne, que l'on a souvent présentée en images lors de nos échanges, a aussi été dépréciée avant d'être promue dans les politiques régionales de tourisme. Elle a servi de support à notre démonstration sur la recherche d'un équilibre entre préservation d'une culture et entrée dans la modernité, dans des temporalités et des trajectoires propres à chacune de ces deux régions : comment faire pour que la transition puisse fonctionner, quelles erreurs éviter ?

²⁶ Voir le film *La Rizière* de ZHU Xiaoling, sorti en 2010 ; http://www.lemonde.fr/cinema/article/2012/05/02/la-riziere-chronique-intimiste-d-une-chine-ancestrale_1694069_3476.html

²⁷ <http://www.unesco.org/culture/ich/index.php?lg=fr&pg=00011&RL=00202>

²⁸ Voir Françoise Ged, « Ouverture au tourisme et mise en valeur du patrimoine culturel en Chine rurale, des contradictions structurelles ? » in *De l'enseignement du paysage en architecture*, Arnaud Laffage et Yann Nussaume (dir.) Editions de la Villette, Paris, 2009

http://www.citechaillot.fr/data/cite_4664f/categorie/323/articletourisme-paysage08_6dbac.pdf

²⁹ Voir la restitution faite à la Cité de l'architecture et du patrimoine le 12.12.015 (3 parties), ainsi que le documentaire sur le séminaire de 2013 sur : <http://webtv.citechaillot.fr/search/site/Guizhou>

- *L'écomusée de Dimen, un centre communautaire Dong*

La question posée par nos partenaires chinois est à la fois simple par sa formulation et complexe par la remise en cause des modèles de développement qu'elle sous-entend : comment permettre une vitalité sociale et économique, une valorisation durable des territoires et de leurs patrimoines ?

En 2008, lors du séminaire international sur le paysage culturel que nous avons co-organisé avec le Bureau de la culture de la province en partenariat avec l'université Tongji, nous rappelions que le tourisme doit rester au service de la culture et non l'inverse, propos souvent repris par nos interlocuteurs pas la suite. Une seconde mission en octobre 2011 nous a permis de visiter un centre culturel et agro-écologique à Dimen, conçu comme un site expérimental qui pourrait être la tête d'un réseau à construire, avec pour missions :

- Collecter, archiver et restituer les cultures locales (musique, broderie, charpente...);
- Transmettre et former (les artisans, les écoles...);
- Conseiller les responsables locaux ;
- Valoriser les savoir-faire et les productions locales ;
- Héberger les visiteurs, les touristes.

Ce centre que nos partenaires chinois appellent « écomusée³⁰ », terminologie très en vogue dans les universités chinoises aujourd'hui, fait directement référence au concept développé par Georges Henri Rivière³¹.

Le « *Dong community cultural research centre* », est un ensemble récent en bois construit à flanc de coteau par les charpentiers du village pour une entreprise proche de Hong Kong désireuse d'en faire un site de vacances. Les *Dong* sont en effet des charpentiers hors pair, connus pour l'édification des « tours du tambour », qui constituent les lieux centraux de discussion, de concertation, de joutes musicales pour chaque clan familial ou communauté d'un village. Cédé au Bureau de la culture du Guizhou, le site de vacances est devenu un « écomusée » expérimental, en référence au concept de G.-H. Rivière. Le projet est porté par le Bureau de la Culture avec le soutien d'un habitant *han* de la région,



« Ecomusée » Dong de Dimen (oct. 2011)

revenu dans sa province après avoir travaillé un temps sur la côte près de Hong Kong. Il a vocation à être un lieu d'accueil, de formation, de transmission, de recherche et d'expérimentation, de collecte enfin, à destination des populations locales, des cadres territoriaux et des chercheurs.

Lors de la venue en France d'une délégation du Bureau de la Culture du Guizhou, nous avons présenté à nos interlocuteurs des situations ou des problématiques similaires en France : centres d'interprétation de l'architecture et du patrimoine dans les Villes et pays d'art et d'histoire, Parc naturels régionaux (PNR), rencontres avec des artisans labélisés « maitres d'art »³², initiatives des associations régionales, label AOC liant agriculture, qualité de vie et territoire, etc. Notre propos était de permettre à ce centre agro-écologique et culturel, de tirer parti de l'expérience française riche et multiple et d'être la tête d'un réseau culturel original de lieux d'ancrage, de formation, de transmission, de conservation d'archives et de muséographie, dans

³⁰ *Shengtai bowuguan* 生态博物馆

³¹ cf. <http://www.ecomusee-creusot-montceau.fr/spip.php?rubrique39>

³² « Maître d'art » : le ministère de la Culture et de la Communication décerne ce titre à vie, pour honorer des professionnels d'excellence et pour les encourager à former les compagnons et artisans du XXI^e siècle.

l'ensemble de la province. D'ores et déjà, l'implication de la province du Guizhou dans le financement de la coopération engagée est un révélateur de l'intérêt du gouvernement chinois, à la fois pour de telles initiatives et pour les cultures locales.

Pour finir, Alain Marinos rappelle l'existence d'outils internationaux majeurs, encore peu exploités en France portant sur les identités culturelles : notamment la Convention dite de Faro³³ du Conseil de l'Europe (2005) et la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles³⁴ de l'UNESCO (2005). Les initiatives françaises ont par ailleurs retenu l'attention d'ONU Habitat pour le Forum urbain mondial 2014 de Medellin en Colombie, où les différentes formes de la coopération française menées sur le patrimoine en Chine, en Inde, Bulgarie ont été présentées dans le cadre d'un *networking event* sur les thèmes conjugués de la gouvernance et du patrimoine.

Alain Marinos termine sur ces mots : « Plus le processus de globalisation s'accélère, plus le succès du patrimoine culturel est fort. C'est une simple question d'équilibre ; un équilibre nécessaire pour un développement durable. »

Débat

- *Samir Abdulac souligne qu'après ce genre d'interventions, le travail doit pouvoir être relayé par les partenaires locaux. Il donne l'exemple des CAUE qui peuvent travailler avec une diversité d'acteurs sur différents projets (parcs naturels régionaux, projets européens). La difficulté dans ce cas est d'introduire la notion de patrimoines dans d'autres thématiques (habitat, modes de vie). Il faut pouvoir créer une logique globale et la communiquer aux acteurs locaux. C'est là une démarche que les partenaires chinois devront poursuivre.*

Françoise Ged précise qu'il est difficile de transposer les structures françaises en les pensant adaptées au cadre chinois. Les universités chinoises sont un relais majeur et monter des structures efficaces nécessite un temps de formation suffisant. Le label chinois « Villes historiques et culturelles » a été créé en 1982, mais c'est seulement vingt ans après qu'il a été étendu aux bourgs et aux villages : le temps de la sensibilisation et de la formation est celui d'une génération.

Les actions de sensibilisation visent plusieurs échelles et plusieurs publics : la population locale, les décideurs locaux et nationaux, les acteurs français et étrangers.

En Chine, il importe d'avoir des relais fiables pour développer des échanges ; d'autres coopérations franco-chinoises sur le patrimoine existent, par exemple l'Université de Tianjin et l'Université Paris 1, notamment avec Christine Mengin qui y est professeur.

- *Marie-Christine Gangneux aimerait savoir ce que les étudiants français rapportent de ces échanges avec la Chine.*

Julia Gartner-Negrin, étudiante qui a participé à l'atelier de Shuimotou en 2011-2012 fait part de son expérience : le choc culturel de l'immersion, parfois les incompréhensions avec certaines méthodes des autorités locales, les différences conceptuelles autour de la notion de patrimoine, mais aussi l'ouverture sur la culture chinoise que les étudiants locaux ont apporté.

³³ <http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/199.htm> et

https://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/identities/default_FR.asp

³⁴ http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=31038&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

- *A propos du centre éco-culturel Dong, un participant souligne que les modèles économiques sont très différents du nôtre, et se demande comment le patrimoine peut créer de la valeur (artisanat, hôtellerie...) et quelles sont les prochaines étapes ?*

La temporalité des projets menés est effectivement une différence et un enjeu primordial. Même si les contextes culturels, économiques, et politiques sont très différents entre la France et la Chine, l'esprit de dialogue qui prédomine permet de réfléchir en commun aux mêmes questions. Par exemple, les partenaires chinois sont très intéressés par l'Institut national des métiers d'arts et le label des « maîtres d'art », un modèle que la France a emprunté au Japon dans les années 1990. La valorisation des savoir-faire se fait dans les deux sens, et permet de trouver de nouvelles synergies, qui permettent de définir les prochaines étapes.

- *Annick Osmont fait un parallèle avec l'Afrique, où les populations intègrent les organisations spatiales traditionnelles dans de nouveaux contextes, comme la place des fétiches dans les villages et leur transposition dans des grandes villes comme Dakar. C'est une forme d'adaptation de la culture à un nouveau cadre spatial, sans laquelle cette culture serait balayée. Un networking event du prochain Forum urbain mondial portera sur les questions de la formation et de la transmission des savoirs et des cultures traditionnelles. Y a-t-il des anthropologues en Chine qui travaillent également sur ces questions ?*

Dans l'équipe que nous avons constituée pour le programme mené dans la province du Guizhou, nous avons fait appel à des ethnomusicologues, à une traductrice littéraire et chercheuse au CNRS qui a traduit en français des écrivains Dong. Du côté chinois, des sociologues sont associés à ces travaux.

- *Camille Le Jean s'interroge sur les principales difficultés rencontrées pour parvenir aux résultats qui ont été présentés aujourd'hui.*

La plupart des difficultés que nous avons rencontrées sont de nature administrative, en France ou Chine. En Chine, l'approche transversale est difficile dans la mesure où les cloisonnements sont plus forts entre institutions, entre provinces, etc. En France, parler des travaux chinois sur le patrimoine et être un interlocuteur crédible est perçu avec défiance, et les résultats obtenus sont ainsi difficilement valorisés.

- *Olivier Labesse cite l'exemple donné par un membre chinois du Comité scientifique international sur la Pierre au sujet de deux statues situées dans un site patrimonial. Après que l'une des statues ait été restaurée, le public préférerait se prendre en photo avec celle qui n'avait pas été touchée, car la statue restaurée était considérée comme neuve. Selon cette personne chinoise, la restauration n'existe pas dans la mentalité chinoise : on détruit et reconstruit quand un objet est endommagé.*
- *Gabriel David revient sur la question de la captation et de la transmission des savoir-faire. Il donne l'exemple d'une initiative menée avec l'Education nationale en 1980 dans six régions visant à repérer les savoir-faire rares. Il souligne l'apport essentiel des habitants dans des projets co-construits. Cependant, la transmission pose question. Il cite l'exemple d'un ACMH qui redécouvrait sur un chantier une technique artisanale qu'il pensait disparue. La question de la formalisation des savoir rares se pose donc, en plus de la transmission.*

Alain Marinos indique que devant la richesse des savoir-faire dont nous avons été témoins, le premier conseil a été de faire documenter ces techniques. Une autre étape consiste à savoir problématiser. Il rappelle que la ruralité en Chine est très mal perçue, c'est un désavantage, un poids lourd à porter et une culture difficile à assumer. L'ancien est souvent considéré comme dépourvu de valeur. Cependant aujourd'hui en Chine, la parole est plurielle. Il n'y a plus de discours officiel unique et on ne peut donc pas affirmer que la notion de

restauration n'existe pas. En étant sur le terrain, on voit bien qu'elle existe. On est dans une phase de reconquête de la mémoire, les gens veulent avoir accès au passé. Les savoir-faire sont encore très vivants dans les villages, beaucoup moins dans les grandes villes (comme en témoignent les mauvaises restaurations de la Cité Interdite à Pékin). Prévoir l'avenir de la Chine est une tâche ingrate et risquée : à Shanghai par exemple, l'urbanisation a été interrompue pour protéger certains quartiers. Comment prédire si les tours vont se multiplier ou si l'on assiste déjà à une autre phase, tout cela se fait par étapes.



4 décembre 2013 et 29 janvier 2014
Cité de l'architecture et du patrimoine

Participants :

- Samir ABDULAC, Vice-président CIVVIH, Secrétaire général ICOMOS France
- Emmanuel ABOULKER, Architecte
- Sémia Akrouit YAÏCHE, Architecte, ASM Tunis, Comité exécutif ICOMOS
- Jessica ANTONIN, Architecte du Patrimoine
- Brigitte ARNOULD, Inspectrice Administration du Développement durable/CGEDD
- Sofia AVGERINO-KOLONIAS, Présidente ICOMOS-CIVVIH, Comité exécutif ICOMOS
- Daniel BAILLON, ex-Commission française pour l'UNESCO, ICOMOS France
- Marie BENIGUEL, Architecte du Patrimoine
- Jean-Pierre BOURREL
- Thomas BRIAND, Etudiant
- Marie-Thérèse CHARIGNON, AUE
- Nathalie CHOPLAIN, AUE détachée auprès du MAE, Université française d'Égypte, département architecture
- Françoise COMMENGE-CARETTE, ABF AUCE honoraire
- Paul DAMM, Conservateur du patrimoine, région Île-de-France
- Gabriel François DAVID, Architecte chargé de mission formation, CAPEB Artisanat du Bâtiment
- Nils DEVERNOIS, Architecte
- David EUVRARD, Master ENSP Versailles
- Christian FALIU, Architecte-urbaniste, ICOMOS France
- Véronique GAILLY, ancienne AUE
- Marie-Christine GANGNEUX, Architecte
- Françoise GED, Architecte, HDR, responsable de l'Observatoire de l'architecture de la Chine contemporaine à la Cité de l'architecture et du patrimoine
- Cédric GOTTFRIED, Chargé de mission, ICOMOS France
- Bernadette GRADIS, Avenir et Patrimoine

- Mireille GRUBERT, Directrice, Ecole de Chaillot
- Siame Hanna ISHAC, ICOMOS CIVVIH
- Olivier LABESSE, Membre expert CSI Pierre
- Camille LE JEAN, Partenariat français pour la ville et les territoires/Adétef
- Marc LEWINSKI, ICOMOS France
- LU Yue, Doctorante Paris 1
- Michèle LE MENESTREL ULLRICH, French Heritage Society Founding President, Richard Morris Hunt Fellowship, Founder, Co-Chairman
- Alain MARINOS, Inspecteur général des patrimoines, professeur à l'Ecole de Chaillot et à l'université Tongji de Shanghai
- Christine MENGIN, Conseillère scientifique Histoire de l'architecture INHA/Paris 1
- Antoine MONPERT, Relations internationales, Ecole de Chaillot
- Jeanne MONTAGNON, Inspection des patrimoines, Ministère de la Culture et de la Communication
- Said NAGGAY, Secrétaire général ICOMOS Maroc, Architecte-expert
- Julia GARTNER-NEGRIN, Architecte du Patrimoine, AUE
- Olga ORIVE, Présidente ICOMOS Mexique
- Annik OSMONT, Comité de Direction du GEMDEV (Recherche – Economie mondiale et développement)
- Marie PIERDAIT-FILLIE, Secrétaire générale adjointe, Association VAUBAN
- Gwenaël QUERRIEN, rédactrice en chef d'Archiscopie, Cité de l'architecture et du patrimoine
- Béatrice RABIER, Bibliothèque, Ecole de Chaillot
- Marie-Noël TOURNOUX, Centre du patrimoine mondial, Convention France-UNESCO
- François VAN ALDER, Maître d'ouvrage
- Georges VAUZELLES, Aménageur, ITV Chine
- Catherine VIRASSAMY, Architecte, Expert métiers d'art

Pour approfondir :

Nombreux articles et documents sur la coopération disponibles sur la page « coopération France-Chine » du site d'Alain Marinus : <http://www.alainmarinos.net/6-cooperation-france-chine-french-and-english-articles-de-fran%C3%A7oise-ged/>

Sur le site de la Cité de l'architecture & du patrimoine :

http://www.citechailot.fr/fr/cite/action_internationale/observatoire_de_larchitecture_de_la_chine_contemporaine/



ICOMOS France
Palais de Chaillot
Avenue Albert 1^{er} de Monaco
75116 Paris

Tel : +33(0)1 47 55 19 07

Fax : +33(0)1 47 55 19 61

Email : contact@icomosfrance.fr

Site internet : <http://france.icomos.org>

Facebook : <http://www.facebook.com/icomosfrance>

Twitter : http://twitter.com/ICOMOS_France